

DIRECTION DE LA VOIRIE

ARRETE N° 14789

**INTERDISANT LA CIRCULATION RUE JOUET sur
la portion comprise entre la rue Grimoult et
l'avenue de la République, du 19 février 2024 au 20
février 2024 entre 08h30 et 17h00.**

VU la demande en date du **01 février 2024** par laquelle la société **BOUYGUES BAT IDF – 1 avenue Eugène Freyssinet – 78280 GUYANCOURT**, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal **pour l'installation d'une base vie sur le parking des anciens combattants, sise 27 rue Jouet à Maisons-Alfort, du 19 février 2024 au 20 février 2024 entre 08h30 et 17h00.**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route.

A R R E T E :

ARTICLE 1° – Du 19 février 2024 au 20 février 2024 entre 08h30 et 17h00 :

- **La circulation sera interdite** sauf aux véhicules de secours et aux riverains **rue Jouet sur la portion comprise entre la rue Grimoult et l'avenue de la République avec mise en place d'hommes trafic.**
- **Mise en place d'une déviation avec panneaux par la rue Grimoult pour rejoindre l'avenue de la République.**

ARTICLE 2° – Le présent arrêté sera affiché 48h à l'avance aux extrémités de cette section.

ARTICLE 3° – L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers sur le trottoir **avec mise en place d'hommes trafic.**

ARTICLE 4° – La signalisation réglementaire matérialisant les dispositions du présent arrêté sera mise en place la société **BOUYGUES BAT IDF – 1 avenue Eugène Freyssinet – 78280 GUYANCOURT** et devra être déposée dès la fin de l'intervention.

ARTICLE 5° – La réfection du domaine public devra être effectuée de manière définitive et a pour effet de remettre les lieux en leur état initial et tenir compte de la classe hiérarchique structurelle (trafic lourd, léger, circulation piétonne, etc.).

ARTICLE 6° – La signalisation temporaire doit être adaptée aux circonstances qui l'imposent, afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents, sans contraindre de manière excessive la circulation publique. Elle devra être posée dans le sens de la circulation.

La signalisation temporaire doit pouvoir informer l'utilisateur, influencer son comportement, lui imposer éventuellement certaines restrictions justifiées.

En particulier la signalisation doit être enlevée dès lors qu'ont disparu les motifs ayant conduit à l'implanter. Des contrôles fréquents sont indispensables.

ARTICLE 7° – Le permissionnaire veillera à ne pas bloquer les bateaux ni les entrées piétonnes des habitations.

ARTICLE 8° - La présente autorisation ne pourra être affichée sur le mobilier urbain (candélabres, potelets, bancs, poubelles, plaques de rues, bornes, etc.).

ARTICLE 9° - Le permissionnaire s'engage à ne pas détériorer les arbres et leurs racines et en serait tenue pour responsable s'ils dépérissaient dans les deux ans à venir.

ARTICLE 10° – Le non-respect de cette interdiction de stationnement est assimilé à un stationnement gênant au sens de l'article R417-10p du Code de la Route. Les véhicules laissés en stationnement seront mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L 325-1 à L 325-3.

ARTICLE 11° - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et les contrevenants poursuivis conformément aux textes réglementaires en vigueur.

ARTICLE 12° - Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication. Il est également possible de saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 13° - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,

qui sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Maisons-Alfort, le 07 février 2024.



**Pour le Maire de Maisons-Alfort,
Conseillère Départementale du Val-de-Marne,
Marie France PARRAIN,
Et par délégation,**

Signé électroniquement par : Olivier SOLER
Date de signature : 08/02/2024
Qualité : Direction Générale des Services

MIS EN LIGNE LE 09/02/2024